



**HAL**  
open science

## Agriculture biologique et développement local

Philippe Fleury, C. Cresson, Audrey Vincent

► **To cite this version:**

Philippe Fleury, C. Cresson, Audrey Vincent. Agriculture biologique et développement local. Innovations Agronomiques, 2016, 51, pp.77-88. hal-02087552

**HAL Id: hal-02087552**

**<https://hal.science/hal-02087552>**

Submitted on 27 Apr 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Agriculture biologique et développement local

Fleury P.<sup>1</sup>, Cresson C.<sup>2</sup>, Vincent A.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> ISARA-Lyon, Département ASTER (agriculture, systèmes alimentaires et territoires), Laboratoire d'Etudes Rurales, Agrapôle, 23 rue Jean Baldassini, F-69364 Lyon Cedex 07.

<sup>2</sup> ITAB, 149 rue de Bercy, F-75595 Paris Cedex 12

Avec la collaboration de :

Amélie Bresson (Bergerie Nationale), Hélène Brives, Céline Michaud (ISARA-Lyon), Olivier Bories, Mariana Corales, Mohamed Gafsi, Bernard Mondy, Agnès Terrieux (ENFA Toulouse), Claire Brachet (GAB 85), Bruno Colange (EPLEFPA Perpignan-Roussillon), Laurence Espagnac (CA 31), Laetitia Fourrié (ITAB), Julie Grenier (Pôle AB Massif Central), Anne Perrein, Areski Prioux (GABB 32), Julie Portier (FNAB), Maud Roussel (CORABIO), Natacha Sautereau (CA 84), Michel Streith (CNRS) et Stéphanie Tutin (Lou Labo Correns).

**Correspondance** : fleury@isara.fr

### Résumé

L'agriculture biologique (AB) est de plus en plus envisagée comme une réponse à des enjeux collectifs, environnementaux, économiques et sociaux. Dans cet article, nous montrerons comment dans l'histoire du développement de l'AB, les questions du territoire et des dynamiques locales prennent de plus en plus d'importance. Ensuite, en nous appuyant sur l'analyse approfondie de six initiatives territoriales, nous analyserons la diversité et la complexité de ces dynamiques locales, tant du point de vue des objectifs de ces projets que de celui des acteurs impliqués, de leurs formes de gouvernance et de leurs trajectoires. Enfin, la discussion sera consacrée, dans une perspective opérationnelle, aux difficultés, aux facteurs de réussite comme aux compétences professionnelles nécessaires pour les animateurs en charge de l'accompagnement de tels projets.

**Mots-clés** : Territoire, Animation, Gouvernance locale, Partage d'expériences, Politiques publiques

### Abstract: Organic Farming and local development

Organic farming (OF) is more and more considered as a response to local collective stakes: environmental, economic and social ones. In this paper, we are showing how, in the history of OF development, place-based initiatives and dynamics are becoming increasingly important. Then, based on a detailed analysis of six local actions, we analysed the diversity and the complexity of these dynamics in terms of objectives, involved stakeholders, types of governance and trajectories. Finally, the discussion will review, in an operational perspective, difficulties, success factors and necessary professional skills for the facilitators of such projects.

**Keywords**: Territory, Animation, Local governance, Experiences sharing, Public policy

### 1. Contexte et objectifs

Dans une perspective de développement local, l'agriculture biologique (AB) est de plus en plus envisagée comme un outil efficace pour répondre à des enjeux collectifs, environnementaux, économiques et sociaux. Les acteurs du développement de l'AB sont ainsi fréquemment interpellés par les collectivités et les acteurs du territoire : résolution de problèmes d'environnement, de pollution de

l'eau en particulier par le développement localisé de l'AB, fourniture en produits biologiques pour la restauration collective, éducation à l'alimentation et aux produits de l'agriculture biologique, ... D'autres actions, mobilisant principalement des acteurs agricoles se développent également au niveau local : formation et accompagnement de groupes d'agriculteurs s'orientant vers l'installation ou la conversion en AB, création de collectifs d'agriculteurs pour échanger du matériel ou des services, caisses de solidarité, agroforesterie à l'échelle territoriale, etc.

Il existe des travaux scientifiques concernant ces sujets, mais ceux-ci sont généralement traités de façon thématique (par exemple études sur l'approvisionnement de la restauration collective ou sur le développement de l'AB dans les zones à enjeu de qualité de l'eau), alors que les questions se posent de plus en plus dans une perspective globale à l'échelle du territoire et qu'il existe des parentés fortes dans les méthodes de construction et de conduite de tels projets.

Dans cet article, nous abordons globalement la thématique du développement local de l'agriculture biologique. Dans un premier paragraphe, nous montrerons comment dans l'histoire du développement de l'AB, les questions du territoire et des dynamiques locales prennent de plus en plus d'importance. Ensuite, en nous appuyant sur l'analyse approfondie de six initiatives territoriales nous illustrerons la diversité et la complexité de ces dynamiques locales, tant du point de vue des objectifs de ces projets que de celui des acteurs impliqués, des formes de gouvernance et des trajectoires de ces actions. Enfin, la discussion sera consacrée, dans une perspective opérationnelle, aux difficultés, aux facteurs de réussite comme aux compétences professionnelles nécessaires pour les animateurs en charge de l'accompagnement de tels projets.

## 2. Développement de l'AB et territoire

Les travaux scientifiques concernant le développement de l'AB se sont principalement concentrés sur deux niveaux d'approche : celui des motivations individuelles des agriculteurs, de l'évènement biographique à l'origine de la conversion (Lamine et Bellon, 2009) et celui des dynamiques institutionnelles du « secteur » de l'agriculture biologique. Pour ce dernier aspect, différents modèles théoriques du développement de l'AB, comme le modèle d'adoption/diffusion (Padel, 2001) ont été proposés et critiqués. Citons également les travaux de Michelsen *et al.* (2001) qui proposent, à partir d'une analyse comparée dans différents pays européens, un modèle en six étapes permettant de caractériser la trajectoire de développement des mouvements d'agriculture biologique. Les premières étapes renvoient à l'établissement du secteur de l'AB : naissance d'un mouvement biologique, reconnaissance politique puis appui économique des politiques publiques. Les trois étapes suivantes rendent compte de la capacité des organisations de l'AB à être reconnues et à conquérir trois domaines : les organisations agricoles généralistes, le marché de l'alimentation et enfin les institutions ce qui se traduit par une reconnaissance et une organisation institutionnelle de l'AB. Aujourd'hui, les débats sur l'institutionnalisation de l'AB se focalisent sur la question de sa « conventionnalisation » (Darnhofer *et al.*, 2009). Cette thèse de la « conventionnalisation » a émergé aux Etats-Unis à la fin des années 1990 (Buck *et al.*, 1997). Elle décrit une tendance à l'industrialisation de la filière biologique qui se traduirait par un éloignement progressif des principes fondateurs de l'agriculture biologique. Selon cette thèse, contestée par certains auteurs (Guptil, 2009), l'AB ne pourrait se développer qu'en abandonnant son caractère alternatif et en reproduisant le processus de standardisation et de modernisation qui a touché l'agriculture conventionnelle.

Sans être absentes, les publications s'intéressant aux dynamiques de développement territorialisées de l'AB sont nettement moins nombreuses que celles concernant les approches individuelles des agriculteurs et l'institutionnalisation de l'AB. Plusieurs travaux ont permis de mettre en évidence que l'AB ne s'était pas développée de manière homogène selon les territoires. Des phénomènes d'agrégations spatiales des conversions à l'AB à l'échelle régionale ou locale ont ainsi été repérés par différents auteurs (Allaire *et al.*, 2013 ; Bichler *et al.*, 2005 ; Gabriel *et al.*, 2009 ; Ilbery *et al.*, 1999). Ces

auteurs mettent ceci en relation avec différents facteurs. Gabriel *et al.* (2009) soulignent que des facteurs internes à l'exploitation comme sa taille et son orientation productive (polyculture-élevage ou orientation spécialisée) peuvent constituer des facteurs de prédisposition à la conversion. Des facteurs relatifs au contexte local sont également considérés comme par exemple, le fait que l'AB se développe plus dans les zones à faible potentiel de production ou de production extensive. Certains auteurs ont aussi montré que l'AB était plus présente à proximité des centres urbains (Bjørkhaug et Blekesaune, 2013), ce qui permettrait un accès facilité aux consommateurs. De même, la présence d'opérateurs économiques de l'aval, transformateurs et distributeurs, générant une demande locale explique l'existence de certaines zones de concentration de l'AB (Bichler *et al.*, 2005 ; Geniaux *et al.*, 2009). Des facteurs sociologiques sont également à considérer. Ainsi, les agriculteurs sont plus tentés de s'engager dans l'AB dans les secteurs où celle-ci est déjà fortement présente (Gabriel *et al.*, 2009 ; Frederiksen et Langer, 2004 ; Bjørkhaug et Blekesaune, 2013). Le rôle d'ambassadeur de certains agriculteurs (Risgaard *et al.*, 2007) ou de certains conseillers agricoles (Noe, 2006) est souvent important pour comprendre cet effet en « tâche d'huile ».

A l'échelle territoriale, quelques travaux récents s'attachent à saisir les dynamiques de développement de l'AB. Ces recherches accordent une place importante à l'analyse des réseaux d'acteurs et aux modes de gouvernance de ces dynamiques. Duffaud-Prevost (2015) qui s'est intéressée à l'ancrage territorial de la filière des plantes à parfum, aromatiques et médicinales dans la vallée de la Drôme et Lamine *et al.* (2011) qui s'appuient sur deux études de cas dans la Drôme et dans l'Ardèche, montrent que ces dynamiques nécessitent l'implication de l'ensemble des acteurs du système agri-alimentaire territorial, dont les collectivités locales et pas seulement celui des agriculteurs. La construction et la pérennisation de tels projets de développement territorialisés de l'AB supposent qu'il y ait une vision politique partagée. Si des collectifs informels d'agriculteurs comme des opérateurs économiques des filières impulsent certaines dynamiques (Lamine, 2012), dans d'autres cas, ce sont des acteurs non agricoles qui sont les moteurs. Cardona (2012) a ainsi montré le rôle d'acteurs locaux issus de la société civile (associations environnementales, collectifs de citoyens et de consommateurs,...), dans la mise en place de dynamiques territoriales de développement de l'AB.

Depuis la première loi du Grenelle de l'environnement adoptée en 2009 les projets locaux de développement de l'AB sur les zones à enjeu de qualité de l'eau se sont multipliés. La loi Grenelle a identifié 500 captages prioritaires pour l'alimentation en eau potable. La loi enjoint à développer, sur la zone qui influence la qualité de l'eau de ces captages (l'aire d'alimentation de captage ou AAC), un plan d'actions destiné à réduire les pollutions de l'eau d'origine agricole et fait explicitement référence à l'AB comme solution possible. Des travaux de recherche (Vincent et Fleury, 2014) se sont attachés à analyser les trajectoires et les modalités de gouvernance de ces projets de développement de l'AB localisés autour des AAC. Les résultats montrent que les réseaux d'acteurs impliqués diffèrent selon les contextes locaux et les porteurs de projets. Arriver à gérer collectivement et de façon cohérente les objectifs d'amélioration de la qualité de l'eau et de développement de l'AB, reste complexe et demande une phase de maturation de plusieurs années à ces projets.

Les moteurs du développement de l'AB paraissent donc bien en pleine transformation. Le développement de l'AB a souvent été pensé en référence aux motivations individuelles des agriculteurs et aux logiques de marché. Il s'agissait alors principalement, pour l'action publique comme pour les animateurs de développement d'accompagner des démarches individuelles de conversion (soutien à la conversion) et l'organisation de filières.

Aujourd'hui, la dimension territoriale apparaît de plus en plus importante, qu'il s'agisse de répondre à des enjeux d'environnement, d'assurer un approvisionnement local de la restauration collective ou de répondre à des demandes locales d'entreprises comme de consommateurs. En terme de développement, ceci suppose de penser des stratégies de développement de l'AB en s'orientant davantage vers des actions et dispositifs collectifs, en impliquant des nouveaux acteurs (acteurs économiques des filières, collectivités territoriales etc.), en établissant des rapports nouveaux entre ces

acteurs et au final d'associer développement de l'AB et développement des territoires. Du point de vue de la recherche, ceci incite à revisiter les modèles théoriques de développement de l'AB pour les enrichir d'une dimension territoriale. Pour progresser dans la connaissance des conditions et dans l'élaboration de démarches de développement local de l'AB, nous avons conçu et mis en place un projet de recherche et de développement dont nous allons présenter les finalités et les résultats.

### **3. Le projet ABILE « Agriculture biologique et développement local »**

Le projet ABILE « agriculture biologique et développement local », sur lequel s'appuie les résultats présentés dans la suite de cet article, bénéficie de l'appui financier de l'Appel à projets d'innovation et de partenariat 2013 du CASDAR (compte d'affectation spéciale « développement agricole et rural ») géré par le ministère en charge de l'agriculture. Il mobilise un important réseau d'acteurs : Groupements d'agriculteurs biologiques, Chambres d'agriculture, enseignement agricole, INRA, CNRS, ENFA, ISARA-Lyon, ITAB et collectivités territoriales. Ce projet associe démarche scientifique, échanges de savoirs et activités de transfert et de valorisation. Il s'organise autour du suivi et de l'analyse de six actions territoriales de développement de l'AB.

#### *3.1 Les six actions de développement local d'ABILE*

Six dynamiques territoriales ont été retenues de façon à prendre en compte une diversité de facteurs et sont présentées dans le Tableau 1 ci-après :

- Les finalités du projet : environnement, alimentation, conversion à l'AB, échanges de pratiques entre agriculteurs ; mise en marché des produits biologiques, éducation et équité sociale ;
- Le porteur du projet : collectivité locale ou organisation agricole ;
- Le contexte territorial : péri-urbain et rural, importance faible ou forte de l'AB dans le territoire ;
- La situation géographique de façon à avoir une certaine couverture de la France.

#### *3.2 Productions de connaissances dans le projet ABILE*

La production de connaissances dans le projet ABILE est le résultat d'une analyse transversale et d'hybridations des connaissances entre praticiens (animateurs) et chercheurs.

##### **3.2.1 Analyse scientifique**

L'analyse scientifique est conduite par un collectif pluridisciplinaire de chercheurs et d'enseignants-chercheurs (agronome, économiste, sociologue et anthropologue). Chacune des six dynamiques territoriales est suivie par un ou plusieurs chercheurs. De façon à permettre une analyse comparée, la même méthode est utilisée, elle s'appuie sur des enquêtes semi-directives et une analyse des documents afin de saisir les dynamiques de chaque projet.

Des ateliers d'échanges sont régulièrement organisés depuis le début du projet pour permettre une analyse transversale de ce qui se joue dans chacune des dynamiques territoriales et des enseignements généraux que l'on peut en tirer.

Tableau 1 : Présentation des six dynamiques territoriales étudiées

Projet	Finalité du projet	Porteur du projet et partenariats	Contexte territorial
<b>Blagnac</b> : développement d'une zone maraîchère bio en secteur périurbain (métropole de Toulouse)	Maintien d'une zone agricole et développement du maraîchage biologique.	La chambre d'agriculture de Haute Garonne est en charge de l'animation auprès des agriculteurs. La Mairie de Blagnac porte ce projet.	Zone maraîchère en péri-urbain, une seule exploitation AB sur le secteur. Dynamique modérée de l'AB dans le département (4,5% SAU en 2014).
<b>Défi FAAP</b> : Familles à alimentation positive (région Rhône-Alpes, métropole de Lyon)	Accompagner des familles pour augmenter de 20% leur consommation de produits bio sans accroître leur budget alimentaire.	Corabio, coordination Rhône-Alpes de l'AB, projet soutenu par la région et les collectivités territoriales.	Plusieurs territoires sur Rhône-Alpes en milieu urbain et depuis peu rural. Région où la dynamique AB est forte (6,8% SAU en 2014).
<b>Correns</b> : centre de développement durable (Mairie de Correns/Pays de la Provence verte)	Fédérer les initiatives et les acteurs en matière de développement durable des territoires, après avoir fait de Correns le premier village Bio de France où 90% de la surface agricole est en AB.	L'association Lou labo assure l'animation, la mairie de Correns est le porteur politique. A l'origine rôle central de la coopérative de Correns dans la conversion en AB des viticulteurs.	Territoire agricole et touristique à proximité d'espaces urbains denses. Département où la proportion d'AB est très importante (19,2% SAU en 2014).
<b>PPAM</b> : développement de la filière PPAM (Plantes à Parfum, Aromatiques et Médicinales) bio dans les Pyrénées-Orientales	Favoriser l'émergence d'une nouvelle filière en production végétale en AB en réponse à la crise viticole.	Le porteur est l'EPLEFPA Perpignan-Roussillon (lycée agricole), le <i>syndicat</i> agricole des producteurs du département a un rôle de plus en plus moteur.	Diversifié : périurbain et rural. Dynamique ancienne de développement de l'AB dans le département (17,2% de la SAU en 2014).
<b>GABB32</b> : diffusion et transfert de techniques de production agro-écologiques entre agriculteurs Bio et Conventionnels (Gers)	Inventaire et diffusion de pratiques innovantes en grandes cultures (couverts végétaux, travail simplifié du sol). Création de lieux d'échanges entre agriculteurs biologiques et conventionnels.	Groupement des agriculteurs bio du Gers (Gabb 32).	Territoire rural. Le Gers, connaît un fort développement de l'AB, avec 7,9% de la SAU en AB en 2014.
<b>Manger bio en Vendée</b> : approvisionnement de la restauration collective en produits bio et insertion sociale de travailleurs handicapés.	Créer une synergie d'acteurs territoriaux pour développer l'AB via un système de commercialisation à destination d'une population large.	Le groupement des agriculteurs bio de Vendée (GAB 85) porte le projet avec une association de 39 producteurs (Manger Bio en Vendée). La légumerie transformant les produits est gérée par l'ADAPEI-ARIA Vendée (association d'insertion).	Territoire plutôt rural. Part notable de l'AB dans le département (4,3% de la SAU en 2014, +5,6% par rapport à 2013).

### **3.2.2 Ateliers de co-développement et échanges de la pratique**

Afin de faciliter les échanges entre animateurs, nous avons utilisé une méthode permettant d'accompagner les praticiens dans un échange sur leurs pratiques professionnelles afin d'en faire le bilan et de les améliorer : les ateliers de co-développement (Payette et Champagne, 1997).

Un atelier de co-développement est un ensemble de personnes qui se réunissent régulièrement dans le but de contribuer mutuellement à l'amélioration de leur pratique professionnelle. Cette méthode permet des interactions structurées entre praticiens pour échanger sur leurs expériences professionnelles. Elle permet de mettre au jour les savoirs issus de la pratique. Les échanges du groupe sont structurés par un processus de consultation en six étapes : 1- Exposé d'une problématique; 2- Clarification de la problématique : questions d'information ; 3- Contrat sur le type de consultation ; 4- Réactions, commentaires, suggestions pratiques des consultants ; 5- Synthèse et plan d'action(s) ; 6- Conclusion : évaluation et intégration des apprentissages par chacun des participants. De façon à ce que les enseignements produits par le groupe puissent être communiqués, ce qui n'est pas initialement prévu par la méthode, nous avons rajouté un processus d'écriture et de validation collective des acquis à communiquer. Six ateliers ont été organisés (un pour chaque dynamique territoriale suivie), ils nous ont permis de tirer des enseignements généraux à la fois sur la thématique AB et développement local mais aussi des acquis méthodologiques en matière de conduite et d'animation de projets.

### **3.2.3 Analyse transversale et hybridations des connaissances**

Notre expérience a été riche d'enseignements méthodologiques en matière d'hybridation et de capitalisation de savoirs de la pratique et de savoirs scientifiques. Ces discussions entre chercheurs et animateurs ont lieu lors de nos voyages d'études sur chacune des dynamiques territoriales du projet, ce qui nous permet d'avoir une connaissance approfondie des territoires et une meilleure compréhension des dynamiques. Même si notre projet est encore en cours, nous pouvons déjà tirer un certain nombre d'enseignements qui sont présentés ci-après.

## **4. Diversité des formes de développement local de l'AB**

Afin de présenter les principaux enseignements de ce projet, nous avons réalisé une analyse transversale des six dynamiques territoriales (Tableau 2). Nous nous appuyons sur cinq thématiques qui permettent de rendre compte de la diversité des formes de développement local de l'AB :

- La diversité des objectifs pour lesquels l'AB est mobilisée ;
- Les initiateurs et les porteurs des projets et le degré d'intéressement des agriculteurs ;
- La trajectoire du projet : changements organisationnels, extension territoriale ;
- Les innovations techniques et organisationnelles qui progressivement se structurent ;
- Les politiques publiques mobilisées.

Les dynamiques sont bien différentes selon les territoires et les acteurs impliqués. Les choses n'ont rien à voir entre un territoire rural où les élus sont très attachés à l'agriculture conventionnelle, un territoire périurbain où l'AB bénéficie plus souvent d'une image positive ou encore avec un territoire où il y a un ancrage historique de l'AB. La lecture du Tableau 2 appellerait donc à de nombreux commentaires. Dans une perspective d'analyse des enjeux de développement liés à la conduite de tels projets, nous allons nous centrer sur trois questions : les objectifs des projets, leur trajectoire et enfin leur changement d'échelle, c'est-à-dire les modalités selon lesquelles ils parviennent ou ne parviennent pas à s'extraire du niveau micro-local.

Tableau 2 : Diversité des formes de développement local de l'AB

P r o j e t	Objectifs pour lesquels l'AB est mobilisée	Porteurs du projet Intéressement des agriculteurs	Trajectoire du projet	Innovations techniques et organisationnelles	Politiques publiques mobilisées
B l a g n a c	Valorisation paysagère et patrimoniale d'un espace vert au sein de la ville. Alimentation locale bio	Toulouse Métropole, commune de Blagnac, Chambre agriculture.  Les maraîchers locaux ne sont pas intéressés par un passage en AB	2012 : projet inscrit comme action test de la charte agriculture périurbaine de la Métropole. Aujourd'hui, bio moins mis en avant. Enjeu centré sur le maintien du maraîchage.	Démarche associant formalisation d'enjeux globaux (charte agriculture périurbaine) et mise en œuvre locale d'actions (projet Blagnac)	Aménagement et ville  Plan prévention risques inondation, Protection et préservation des espaces agricoles, Gestion espace communal
F A A P	Insertion et équité sociale : alimentation bio, éducation à l'alimentation de familles modestes.	Groupement des agriculteurs bio (GAB) Collectivités territoriales (Région, communautés de communes, ...)  Agriculteurs peu concernés mais engagement des élus des GAB	2012 : 1 <sup>er</sup> défi à Lyon  2013 : défis à Valence Drôme, grand Lyon et Pays voironnais.  Depuis 2014 : réplication ailleurs en RA et dans d'autres régions	Convivialité : apprentissages de la cuisine, de la diététique et de l'agriculture. Liens entre services sociaux et agricoles	Politique de la ville et sociales (collectivités locales)  Environnement et santé (région)
C o r r e n s	Fin années 90 : AB réponse économique à la crise viticole.  Depuis 2005 : promouvoir les valeurs de l'AB dans le développement local : environnement, énergie, alimentation ...	Mairie de Correns, Syndicat mixte du pays de la Provence Verte.  Agriculteurs peu investis dans le centre de DD mais à l'initiative de la dynamique de conversion des années 2000	1998 : conversion viticulteurs  2000 : cantine bio, agenda 21 sur Correns  2005 : essaimage sur la Provence verte  2012 : changements politiques et repli sur Correns, insertion dans des réseaux nationaux et internationaux de territoires bio.	Techniques : nombreuses et continues : vinification, traction animale, ...  Organisationnelles : marketing territorial, gouvernance participative, réseautage et enrôlement d'acteurs	Nombreuses et variées du niveau communal à l'Europe : PAC, Agenda 21, environnement, aménagement, éducation, ...



P r o j e t	Objectifs pour lesquels l'AB est mobilisée	Porteurs du projet Intéressement des agriculteurs	Trajectoire du projet	Innovations techniques et organisationnelles	Politiques publiques mobilisées
P P A M	Réponse à la crise viticole et diversification, Lutte contre les friches (érosion, incendie, paysage)	Lycée agricole a l'initiative du projet, appui de la CA Entreprises de transformation. Les producteurs membres du bureau du syndicat sont aujourd'hui leaders.	2008 : certification AB de l'ensemble du lycée 2010 : démarrage du projet filière PPAM à l'échelle du département, les surfaces restent modestes (moins de 10ha) mais de plus en plus d'agriculteurs intéressés 2015 : installation alambic.	Techniques : production (espèces, variétés, récolte), transformation (distillation), produits (huiles bientôt eaux florales) et marketing (projet de marque) Organisationnelles pour fédérer de la production aux acheteurs et aux consommateurs	Majoritairement agricoles : Enseignement agricole, ministère agriculture, conseil général Pyrénées orientales
G a b b 3 2	Susciter les conversions AB. Echanges entre agriculteurs bio et conventionnels Qualité de l'eau et fertilité des sols.	GABB32. Agriculteurs administrateurs fortement investis. Des agriculteurs conventionnels sont aussi membres du GABB32 Agr'eau (association française d'agro-foresterie) en 2015, coopératives locales	2003-2009 : Essai et recherche de solutions à des défis techniques. 2010-2013 : Dynamique innovation et échanges AB/AC. 2014 : Consolidation et capitalisation des savoirs. Croissance continue des agriculteurs participants.	Techniques sur couverts et travail sol Organisationnelles : forums, démonstrations de matériel et techniques, diffusion de fermoscopies technico-économiques, groupe d'échanges AB/AC.	Agriculture et environnement : conseil général du Gers, agence de l'eau, conseil régional, feader, ...
G A B 8 5	Approvisionner la restauration collective en AB locale, limiter la consommation d'énergies fossiles, création emplois, insertion travailleurs handicapés	GAB 85 coordinateur. Association de réadaptation et d'insertion ADAPEI-ARIA partenaire (plateforme et légumerie). Agriculteurs inégalement investis mais les leaders à l'origine du projet le sont très fortement.	Né en 2002 de la volonté de 15 producteurs. Plateforme de livraison et de transformation en 2011.	Position stratégique de la plateforme pour efficacité maximale	Collectivités territoriales : conseil général, conseil régional, communautés de communes sur des politiques agricoles, sociales et de restauration scolaire

#### 4.1 Des projets qui portent des finalités multiples de développement local

Tout d'abord les objectifs des différents projets étudiés s'inscrivent bien dans une logique de développement local. L'enjeu des projets se limite rarement à « *la Bio en soi* » en visant le développement des conversions ou de la production. L'AB, ses pratiques, ses produits, mais aussi ses valeurs sont envisagées dans des perspectives plus larges concernant la préservation de l'environnement, la création d'emplois, la création de liens et d'apprentissages mutuels entre agriculteurs biologiques et conventionnels, l'éducation à l'alimentation, la souveraineté alimentaire des territoires, l'équité sociale et la santé de catégories sociales défavorisées, l'insertion de travailleurs handicapés, ... **Ce sont tout à la fois des projets locaux de développement de l'AB et des projets de développement local dans lesquels l'AB joue souvent le premier rôle.** C'est une double perspective parfois difficile à tenir. Dans certains cas, l'AB est affichée comme une priorité pour l'action publique pour contribuer à résoudre tel ou tel problème de développement local, l'AB est même parfois posée, comme à Correns mais aussi ailleurs comme dans les Biorégions en Autriche, comme une référence pour un projet de territoire concernant à la fois des questions agricoles, alimentaires, d'autonomie énergétique, voire de développement touristique. Mais dans d'autres cas, l'AB est affichée comme une solution parmi d'autres. L'objectif est alors, par exemple, de développer l'approvisionnement local de la restauration collective, et si le bio est évoqué comme souhaitable ou possible, il n'est pas mis en avant pour « *ne pas l'imposer ou ne pas décourager les volontaires déjà peu nombreux* » comme l'exprime un élu. Nous avons observé certains projets où, à la faveur d'un changement politique, la bio est passée d'une finalité privilégiée à une possibilité parmi d'autres. Il est difficile d'évaluer les raisons et les conséquences de ces affichages politiques. Ceci peut être en relation avec des difficultés locales dans l'avancée d'un projet, ou renvoyer à une stratégie visant à limiter les frictions. Du point de vue des conséquences, pour certains acteurs, il s'agit d'un message brouillé ne donnant pas de finalité claire à l'action publique et conduisant à des attermoissements peu efficaces. Pour d'autres, ce message est considéré comme ouvert et participatif car il préserverait le libre arbitre des agriculteurs. Nous avons ainsi observé une situation où l'AB, mise à l'agenda par les élus au nom du bien commun, était en contradiction avec les préoccupations et les souhaits des agriculteurs locaux. Cette situation a amené les élus à revoir leur position.

#### 4.2 Le temps long de la dynamique de projet et des apprentissages

Monter un projet prend du temps et nécessite de la patience. Il faut plusieurs années de son émergence à sa mise en œuvre : faire remonter les besoins du terrain, définir des priorités et des thématiques, intéresser, motiver, progresser dans la connaissance mutuelle et la compréhension entre des partenaires de plus en plus nombreux et aux cultures différentes, trouver des personnes ressources et des alliés, assurer l'ingénierie financière, administrative, juridique puis enfin organiser et mettre en place un plan d'action. Les résultats concrets, mesurables, comme la conversion d'agriculteurs ou la mise en service d'un magasin collectif sont longs à venir, et habituellement modestes au début. Il y a souvent des moments démobilisateurs, une incertitude sur l'impact des actions de sensibilisation ou d'animation. Il faut donner du temps au temps, garder le cap et la motivation.

C'est une difficulté réelle, et notre collectif d'animateurs de projet a fait le constat d'un décalage entre la nécessaire évaluation de l'efficacité des politiques publiques et la réalité des processus de développement. Quels indicateurs utiliser pour saisir la dynamique d'un projet de développement qui passe d'abord par des phases de connaissance mutuelle, d'apprentissages avant de se traduire par des changements de pratiques ? Mettre en adéquation indicateurs d'évaluation des politiques publiques et complexité des processus de développement est une préoccupation forte des animateurs de projet.

Nous avons ouvert ce chantier dans ABILE et proposons différents indicateurs qui permettent d'évaluer l'efficacité d'actions d'animation et de formation, préalables indispensables à des transformations de fond, comme le nombre de repas AB servis en restauration collective par exemple.

Une autre difficulté, souvent peu anticipée, est l'émergence de problèmes économiques qui menacent la continuité des activités d'animation du projet. Dans un contexte d'incertitude sur la pérennité des financements publics, c'est aujourd'hui une inquiétude de plus en plus forte des institutions porteuses des projets. Cette situation de risque met en avant les enjeux d'une gestion rigoureuse et économe des financements. **Elle incite à concevoir les projets en incluant une dimension économique prévisionnelle et à élaborer des modèles économiques sur le moyen terme associant différentes sources de financements acquises et potentielles, publiques comme privées.**

#### *4.3 Des projets de plus en plus complexes qui cherchent à changer d'échelle*

Les dynamiques territoriales dont nous avons rendu compte sont à l'image d'une nouvelle génération de projets qui se dessine. Ils sont porteurs d'enjeux nouveaux et d'innovations.

Tout d'abord, leurs partenaires sont de plus en plus nombreux : agriculteurs, consommateurs, associations, acteurs des filières, organismes de développement agricole et de formation, financeurs. Comme nous l'avons vu aussi, ils associent de plus en plus plusieurs thématiques, mûrissent et se complexifient avec les années ; d'où des enjeux logistiques et de gouvernance nouveaux : il s'agit, par exemple, de gérer la combinaison entre un atelier de transformation de légumes porté par une association d'insertion sociale, l'introduction de produits biologiques dans la restauration collective, l'éducation à l'alimentation et l'activité de conseil auprès des producteurs.

**Le local change d'échelle et, si souvent le lancement des projets se situe à un niveau micro-local, un certain nombre d'entre eux s'élargissent** pour concerner progressivement l'ensemble d'une agglomération, d'un département ou d'une région, voire de plusieurs régions. Ces élargissements prennent différentes formes. La première est celle de l'extension territoriale ou « *extension en tâche d'huile* », comme à Correns où le leader du projet cherche à passer du niveau communal à celui du pays. Comme il est confronté à des difficultés liées à l'intéressement de nouveaux mondes politiques et sociaux, il semble aujourd'hui développer une stratégie différente dans une logique de réseau national et international de territoires déjà orientés sur le bio. Une autre forme d'élargissement observée est celle de la réplication comme dans le cas des Défis famille à alimentation positive. A l'origine en 2012, il y avait un seul Défi. Aujourd'hui plusieurs Défis se déroulent sur l'ensemble de Rhône-Alpes comme dans d'autres régions françaises (Bretagne). Dans une logique d'efficacité des financements publics, la multiplication des Défis amène ses concepteurs à proposer des outils d'animation et de pilotage partagés (FNAB, 2015). Enfin, pour les projets concernant l'organisation de systèmes alimentaires on observe une recherche d'augmentation de taille, de scaling-up, concernant à la fois les surfaces, les quantités et la diversité des produits, le nombre et la diversité des acteurs impliqués et les marchés concernés.

Dans tous les cas, les projets analysés ont à faire avec des difficultés, des incertitudes et même si ces stratégies d'extension restent émergentes, ou si à certaines périodes la priorité peut redevenir la pérennité voire la survie du projet, ces stratégies sont de fait bien là.

## **5. Animer une dynamique territoriale de développement de l'AB : savoir-faire et innovation permanente**

Les échanges entre animateurs de projets qui ont eu lieu dans le cadre des ateliers de co-développement d'ABILE montrent que la conduite de tels projets tend à la construction d'un profil professionnel « *d'animateur territorial bio* ».

En guise de conclusion, nous nous proposons de lister les principales caractéristiques de ce métier qui ont été identifiées dans notre collectif :

- L'animatrice, l'animateur n'est pas le porteur politique du projet mais pour autant son engagement, y compris personnel, est souvent fort. A la différence du militant, il doit

cependant garder une attitude réflexive y compris vis-à-vis de l'AB, de ses pratiques et de ses valeurs ;

- Son rôle évolue tout au long du projet. L'accompagnement dans les phases d'émergence, de mise en œuvre, puis de maturité, repose sur des activités et des compétences d'animation différentes ;
- Le métier d'animateur peut renvoyer à un nombre très important de compétences. Les compétences techniques nécessaires ne sont plus seulement d'ordre agronomique et agricole, elles peuvent concerner les dynamiques écologiques, les processus de transformation des produits, l'organisation logistique de la mise en marché, la stratégie marketing et bien d'autres domaines. En matière d'ingénierie financière, les ressources sont à rechercher non seulement dans les politiques agricoles, mais aussi alimentaires, sociales, environnementales à des échelons variés, département, région, Etat, Europe. De plus en plus, les partenariats public/privé se développent. L'animateur ne peut pas être la femme ou l'homme-orchestre ; il serait plutôt une sorte de « *chef d'orchestre* » ayant la capacité à mobiliser différentes compétences techniques et qui concentre son activité sur le cœur de son métier déjà fort complexe : composer, amener une grande diversité d'acteurs à progresser ensemble (élus, producteurs, services sociaux, professionnels de la santé, familles et consommateurs, responsables de restauration, transformateurs, financeurs, etc.).

### Remerciements

Les résultats présentés dans cet article s'appuient sur le projet ABILE « agriculture biologique et développement local » qui bénéficie de l'appui financier de l'Appel à projets d'innovation et de partenariat 2013 du CASDAR (compte d'affectation spéciale « développement agricole et rural »), géré par le Ministère en charge de l'agriculture.

### Références bibliographiques

- Allaire G., Cahuzac E., Poméon T., Simioni M., 2014. Approche spatiale de la conversion à l'agriculture biologique: les dynamiques régionales en France. *Economie rurale* 339-340, 9-31.
- Bellon S., Penvern S., Ollivier G., Debaeke P., Cabaret J., 2011. Promouvoir des travaux sur l'AB dans un institut de recherche (INRA): enseignements d'un collectif interdisciplinaire. In : *Transversalités de l'agriculture biologique. Colloque SFER/RMTdévAB/Laboratoire cultures et sociétés en Europe*. Strasbourg, 21p.
- Bichler B., Häring A.-M., Dabbert S., Lippert C., 2005. Determinants of spatial distribution of organic farming in Germany. In: *Researching sustainable systems*. Adelaide: ISOFAR, pp. 304-307.
- Bjørkhaug H., Blekesaune A., 2013. Development of organic farming in Norway: A statistical analysis of neighbourhood effects. *Geoforum* 45, 201-210.
- Buck D., Getz C., Guthman J., 1997. From Farm to Table: The Organic Vegetable Commodity Chain of Northern California. *Sociologia Ruralis* 37(1), 3-20.
- Cardona A., 2012. L'agriculture à l'épreuve de l'écologisation. *Éléments pour une sociologie des transitions*. Thèse de doctorat en Sociologie, EHESS, Paris, 429p.
- Darnhofer I., Lindenthal T., Bartel-Kratochvil R., Zollitsch W., 2010. Conventionalisation of organic farming practices: from structural criteria towards an assessment based on organic principles. A review. *Agronomy for Sustainable Development* 30(1), 67-81.
- Duffaud-Prevost M-L., 2015. L'ancrage territorial par une géographie multilocale. Le cas des entreprises de la filière plantes à parfum, aromatiques et médicinales dans la vallée de la Drôme. Thèse, Pradel: Université Paul Valéry, Montpellier III, 448p.
- FNAB, 2015. Kit d'aide au montage de projet du Défi « Familles à alimentation positive », 20p. [http://www.fnab.org/images/files/actions/filieres/restoco/kit\\_faap\\_fnab\\_2015.pdf](http://www.fnab.org/images/files/actions/filieres/restoco/kit_faap_fnab_2015.pdf)

Frederiksen P., Langer V., 2004. Localisation and concentration of organic farming in the 1990s – the Danish case. *Tijdschrift voor economische en sociale geografie* 95(5), 539-549.

Gabriel D., Carver S.J., Durham H., Kunin W.E., Palmer R.C. Sait S.M., Stagl S., Benton T.G., 2009. The spatial aggregation of organic farming in England and its underlying environmental correlates. *Journal of Applied Ecology* 46(2), 323-333.

Geniaux G., Lambert M., Bellon S., 2009. Analyse de la diffusion spatiale de l'agriculture biologique en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca) : construction d'une méthodologie d'observation et de prospective. *Innovations Agronomiques* 4, 417-426.

Ilbery B., Holloway L., Arber R., 1999. The geography of organic farming in England and Wales in the 1990s. *Tijdschrift voor economische en sociale geografie* 90(3), 285-295.

Ingemann J.H., 2006. The evolution of organic agriculture in Denmark. Aalborg: Aalborg University, Department of Economics, Politics and Public Administration, 53p.

Lamine C., 2012. «Changer de système» : une analyse des transitions vers l'agriculture biologique à l'échelle des systèmes agri-alimentaires territoriaux. *Terrains & travaux* 20(1), 139-156.

Lamine C., Bellon S., 2009. Conversion to organic farming: a multidimensional research object at the crossroads of agricultural and social sciences. A review. *Agronomy for Sustainable Development* 29(1), 97-112.

Lamine C., Landel P.-A., Duffaud-Prevost M.-L., 2011. Dynamiques territoriales de transition vers l'agriculture biologique. In : Colloque SFER/RMT DevAB/Laboratoire Cultures et sociétés en Europe "Les transversalités de l'agriculture biologique". Strasbourg, 15p.

Michelsen J., Lynggaard K., Padel S., Foster C., 2001. Organic Farming Development and Agricultural Institutions in Europe: A Study of Six Countries. "Organic Farming in Europe". *Economics and Policy* 9, 1-179.

Noe E., 2006. The paradox of diffusion of organic farming: a case study in Denmark. In: G. Holt and M. Reed (Eds.). *Sociological perspectives of organic agriculture: from pioneer to policy*, Oxfordshire: CABI, pp. 210-226.

Padel S., 2001. Conversion to Organic Farming: A Typical Example of the Diffusion of an Innovation? *Sociologia Ruralis* 41(1), 40-61.

Payette A., Champagne C., 1997. *Le Groupe de codéveloppement professionnel*, Presses de l'Université du Québec, 211 p.

Risgaard M.-L., Frederiksen P., Kaltoft P., 2007. Socio-cultural processes behind the differential distribution of organic farming in Denmark: a case study. *Agriculture and Human Values* 24(4), 445-459.

Vincent A., Fleury P., 2014. Development of organic farming for the protection of water quality: local projects in France and their policy implications. *Land Use Policy* 43, 197–206.

Cet article est publié sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0)



<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/>

Pour la citation et la reproduction de cet article, mentionner obligatoirement le titre de l'article, le nom de tous les auteurs, la mention de sa publication dans la revue « *Innovations Agronomiques* », la date de sa publication, et son URL)